



Lucas Alcazar, sélectionneur national

«L'Algérie, plus grand défi de ma carrière»

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4153 - Jeudi 20 avril 2017 - Prix : 10 DA

Projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel à Tizi Ouzou

Une centaine d'entreprises réclame 300 milliards à Sonelgaz

Page 24

Sellal a inauguré un complexe industriel de raffinage de sucre

Le gouvernement veut «démonopoliser» la production de sucre

Page 3

Le silence inhabituel de Trump

Par Mohamed Habili

Donald Trump a été préféré à Hillary Clinton par les électeurs américains entre autres parce qu'il était opposé à la guerre avec la Russie. Car ne nous y trompons pas, c'est bien la guerre qui menace depuis plusieurs années déjà entre les deux superpuissances, une guerre que le prédécesseur de Donald Trump aura tout fait pour éviter, et d'abord en ne cédant pas aux fortes pressions qui se sont exercées sur lui, venant tout à la fois de l'intérieur de son administration et de sa famille politique que des pays alliés occidentaux et arabes, qui tous ont fini par désespérer de lui. Barack Obama était suffisamment armé intellectuellement et mentalement pour être en mesure de repousser une option contraire à son orientation politique, ferait-elle consensus dans son propre camp. Or en matière de politique étrangère, Donald Trump avait semblé aller encore plus loin dans le refus d'un nouvel engagement militaire des Etats-Unis hors de leurs frontières. Sur ce plan tout au moins, on peut dire qu'il s'était situé à la gauche de Barack Obama, tout républicain qu'il était. Or l'establishment américain, représenté dans la course à la Maison-Blanche par Hillary Clinton, était partisan d'une politique de fermeté envers la Russie tant en Ukraine qu'en Syrie, quitte à ce que cette ligne débouche à terme sur une guerre avec elle. Pendant la campagne électorale, Trump n'avait pas craint de se poser en ami des Russes, et même quelquefois en admirateur de leur président.

Suite en page 3

Avec seulement 10 000 contrôleurs au lieu des 200 000 requis

Tebboune reconnaît l'insuffisance des contrôles sur la spéculation



PH/D. R.

Le phénomène de la spéculation est la pratique illégale qui gangrène le plus le circuit commercial en Algérie. Ventes anarchiques, mainmise sur les quantités de marchandises pour fluctuer les prix, rareté des produits de première consommation parfois, etc... les dérives de la spéculation se comptent par milliers. Pour y remédier, l'Etat effectue de nombreuses opérations d'inspection et de contrôle à travers le territoire national.

Lire page 2

Programmes électoraux pour les législatives

La place de la femme s'impose à l'agenda des partis

Page 2

Tizi Ouzou

Un mois du patrimoine sous le signe du printemps amazigh

Page 13

Avec seulement 10 000 contrôleurs au lieu des 200 000 requis Tebboune reconnaît l'insuffisance des contrôles sur la spéculation

■ Le phénomène de la spéculation est la pratique illégale qui gangrène le plus le circuit commercial en Algérie. Ventes anarchiques, mainmise sur les quantités de marchandises pour fluctuer les prix, rareté des produits de première consommation parfois, etc... les dérives de la spéculation se comptent par milliers. Pour y remédier, l'Etat effectue de nombreuses opérations d'inspection et de contrôle à travers le territoire national.

Par Yacine Djadel

Selon les propos déclarés hier, par M. Tebboune, ministre l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, et du Commerce par intérim, seuls 10 000 contrôleurs sont sur le terrain à l'échelle nationale alors les besoins sont estimés à 200 000. Des moyens insuffisants et faibles pour venir à bout de ce fléau. Des pratiques malhonnêtes et illicites qui pénalisent en premier lieu, faut le rappeler, le citoyen consommateur. «*Nous luttons contre la spéculation avec les moyens dont nous disposons*», a expliqué le ministre, en marge de la visite de travail qu'a effectuée le

Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à la wilaya d'Oran. Mettant en exergue, à Oran, la faiblesse des moyens disponibles pour lutter contre la spéculation dans l'activité commerciale, M. Tebboune, a affirmé qu'*avec ces effectifs, il est quasiment impossible de contrôler chacun des 3 250 000 commerçants en activité à travers le pays*. Un constat, sans doute réaliste de la part du premier responsable du secteur. Ce qui permet de trouver plus de solutions, et ce, en mettant en place d'autres moyens de prévention. Une situation tant inquiétante pour les citoyens que pour les autorités qui portent leur responsabilité. Avec l'avènement du mois sacré pour les jours à venir, le phénomène de la spéculation risque de s'intensifier davantage au vu de la forte demande connue pour cette période. A ce propos, le ministre lui-même l'a confirmé. Lors d'une récente réunion avec

l'Association de défense des consommateurs, il a indiqué que des cas de stockage des

viandes blanches par des spéculateurs lui ont été signalés et ce, dans la perspective du mois de ramadhan au cours duquel une forte demande sur ce produit est traditionnellement enregistrée. Ainsi, en vue de rassurer l'ensemble des citoyens, concernant les viandes rouges, M. Tebboune, a déclaré qu'*aucun cas de fièvre aphteuse n'a été signalé dans les wilayas d'El Bayadh, Nâama, Laghouat et Khenchela*. Des wilayas qui, à elles seules, disposent d'un cheptel de 27 millions de têtes ovines. Une manière de rappeler les consommateurs sur les bonnes conditions d'hygiène et sécurité alimentaire pour ce qui est des viandes rouges. «*La consommation de la viande rouge ne pose aucun problème*»,

a-t-il souligné. Rappelons, toutefois qu'à ce sujet, de nombreuses réticences ont gagné l'esprit des gens, notamment la semaine dernière suite aux infos rapportées par certains médias.

Arrêt de l'importation de viandes congelées: Une nécessité, selon Tebboune

Le ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune a salué mardi les instructions du Premier ministre Abdelmalek Sellal pour l'arrêt de l'importation des viandes congelées avec le maintien, dans les limites des besoins exprimés au plan national, de l'importation de viandes bovines fraîches. Celui-ci a annoncé avoir proposé la promulgation d'un décret qui autorise le producteur à vendre directement les produits alimentaires au consommateur. «*Les marchés de viandes congelées ont enregistré pendant plusieurs années des dépassements graves et préjudiciables au citoyen, notamment en présentant la viande congelée comme fraîche*», a-t-il déclaré. «*Je ne vois aucun intérêt pour l'éco-*



nomie nationale, ni pour le consommateur de persister dans cette démarche au moment où nos capacités nationales en viandes ovines couvrent la demande. Notre cheptel compte 27 millions de têtes et c'est très suffisant mais nous continuerons d'importer de la viande bovine

frîche dans la limite des besoins locaux», a-t-il ajouté.

Un décret autorisant directement la vente au consommateur

En guise de solution remplaçant l'importation des viandes

congelées, le ministre dit avoir proposé au Premier ministre de promulguer un décret qui autorise le producteur à vendre directement les produits alimentaires au consommateur dans des espaces précis. «*Une telle mesure contribuera efficacement à juguler la spéculation et le monopole, notamment pour ce qui est des produits alimentaires de large consommation*», a-t-il estimé. Selon M. Tebboune, cette mesure vise à éliminer les intermédiaires qui interviennent dans l'opération commerciale qui augmentent de 4 ou 5 fois le prix des produits sur les marchés de détail avant qu'ils n'arrivent au consommateur. Pour une meilleure lutte contre la spéculation à l'avenir, le ministre dit aspirer à la révision du système de répression à travers la promulgation d'une nouvelle loi plus ferme prévoyant des sanctions sévères à l'encontre des commerçants contrevenants, spéculateurs, fraudeurs et manipulateurs des prix, notamment ceux coupables de crimes économiques nuisibles à l'économie et à la santé du consommateur.

Y. D.

Programmes électoraux pour les législatives

La place de la femme s'impose à l'agenda des partis

Toutes convictions partisanes ou religieuses confondues, les politiques d'une manière globale ne font plus l'impasse sur l'importance et la nécessité de la «*promotion et la valorisation du rôle de la femme*». Une promotion qui devra permettre à l'Algérienne d'embrasser une carrière professionnelle et d'accéder aux postes de haute fonction de l'Etat, sans toutefois, pour certains, la détacher de son rôle «*naturel*» au sein de la famille. Ainsi, le parti d'Ahmed Ouyahia qui rappelons-le compte 178 candidates à la députation dont une seule tête de liste, propose dans son programme une batterie de mesures devant faciliter les conditions aux travailleuses. Appelant à la préservation de la femme contre toute forme de violence, il proposera la «*création d'un réseau de jardins d'enfants*». De son côté, le Front de libération nationale (FLN), son DG Djamel Ould Abbas, évoque 183 femmes candidates présentées par son parti pour les législatives du 4 mai prochain. Un «*chiffre record*» reflétant «*la résolution de sa formation politique à donner à la femme sa place dans la représentation populaire au sein des*

institutions élues». Quant au Mouvement populaire algérien (MPA), son président Amara Benyounes, qui plaide pour une politique «*audacieuse, courageuse et constante envers la femme afin qu'elle puisse avoir le statut de citoyenne à part entière*», s'engage à lutter contre toute forme de discrimination et d'injustice et de violence faites aux femmes, et ce «*en annulant les dispositions en contradiction avec la Constitution ou allant à l'encontre des conventions internationales*». S'agissant du parti de Louisa Hanoune, ce dernier insiste dans son programme sur la protection maternelle, la garantie du droit au congé de maternité pour toutes les femmes travailleuses et la consécration du principe d'égalité des droits énoncé dans la Constitution. Il estime que ce «*principe n'est pas respecté dans le code de la famille qui confine la femme dans le statut de citoyenne de seconde zone*» proposant à ce propos des amendements qui «*mettent un terme à la discrimination et à la persécution*».

Pour leur part, les formations politiques à mouvance islamiste, même si certaines de prime

abord prônent un discours encourageant les femmes à intégrer la scène politique, il n'en demeure pas moins que leur concept de promotion des conditions de la femme reste limité au sein de la famille, au foyer. Ces formations dans leurs programmes se confinent à évoquer les droits les plus élémentaires de droits de l'Homme, tel que celui de l'éducation, de la formation, de la santé, de la sécurité au sein de la famille... De plus, force est de constater que ces formations ne départagent pas dans leurs programmes la notion d'émancipation de la femme de celui du code de la famille.

A ce titre, le MSP prône la «*création d'un service d'orientation et de médiation familiale dans le cadre de la protection sociale de la famille et le prolongement du congé de maternité pour la femme travailleuse à 24 semaines*», le mouvement Al Islah, dans son programme électoral, préconise «*l'ouverture du champ politique aux femmes afin de leur permettre l'accès aux postes de responsabilité et une participation dans toutes les institutions de l'Etat et de la société*».

Al Islah appelle à la «*révision du code d'état civil afin de combler les vides enregistrés, et prendre en considération les développements en cours pour la préservation de la famille algérienne*». L'Alliance Nahda-Adalabina parle d'assurer à la femme rurale éducation, formation et intégration en fonction de ses spécificités et de son environnement en «*consacrant une pension pour la femme au foyer*», et la «*mise en place de programmes d'orientation familiale pour le règlement des différends familiaux afin de limiter le phénomène de divorce*». Même son de cloche pour l'Alliance du Mouvement de la société pour la paix (MSP) qui plaide d'une part, pour la «*création d'un service d'orientation et de médiation familiale dans le cadre de la protection sociale de la famille et le prolongement du congé de maternité pour la femme travailleuse à 24 semaines*», et d'autre part, pour la «*dynamisation du conseil national de la famille et la création d'un observatoire national de la condition de la femme pour lutter contre les violences faites aux femmes*».

Linda Naili

Sellal a inauguré un complexe industriel de raffinage

Le gouvernement veut «démonopoliser» la production de sucre

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en visite de travail d'une journée à la wilaya d'Oran, a inauguré des projets d'envergure. Cette visite vient pour renforcer la vocation industrielle de la capitale de l'ouest du pays.



Ph./D. R.

Par Louiza Ait Ramdane

Sellal a inauguré, un complexe industriel de raffinage de sucre, implanté dans la zone d'activités de Tafraoui, relevant de la daïra d'Oued Tiélat. Dans ce contexte, Sellal a souligné l'importance de ce complexe, inscrit dans le cadre de la diversification économique et industrielle en Algérie. Ce complexe permettra d'améliorer la commercialisation du sucre, d'empêcher le monopole sur ce produit de large consommation et de baisser les prix, a-t-il souligné. Le Premier ministre a par ailleurs signalé la possibilité d'exporter le sucre, sachant que les besoins du pays varient entre 1,6 et 2 millions de tonnes par an, alors que la production nationale atteindra les 2,5 millions de tonnes avec celle de ce nouveau complexe. Les trois autres projets versés dans ce même créneau sont en cours de réalisation. D'une capacité de raffinage

de 700 000 tonnes/an, ce projet, initié par le «Groupe Berrahal», a été réalisé dans le cadre d'un investissement privé de l'ordre de 12 milliards DA, dont 40% en autofinancement et le reste assuré sous forme de crédits bancaires. Le complexe, dénommé «Grande raffinerie oranaise de sucre», assurera une production de 700 000 tonnes par an dont une partie sera destinée à l'exportation. Sellal a demandé à l'investisseur d'exploiter les terres agricoles environnantes dans la production de la betterave sucrière dans la perspective de son exportation.

A Béthioua, le Premier ministre a inauguré une extension du complexe sidérurgique de «Tosyali Algérie», ainsi qu'une usine de fabrication de tubes d'acier, située au pôle économique de cette localité industrielle. Autre étape de la visite de Abdelmalek Sellal à Oran, la commune de Chehaïria, où il procéda à la pose de la première

pièce de pierre du projet de réalisation d'une usine de fabrication de lubrifiants du Groupe «Total Algérie». D'un coût global de 4,4 milliards DA, ce projet sera réalisé sur une assiette foncière de 4,1 hectares pour être livré en août 2018, après seize mois de réalisation. Aussi il a inauguré une unité de production des céphalosporines injectables relevant de la Société pharmaceutique algérienne (SOPHAL). Implantée dans la commune de Hassi Ben Okba, à une quinzaine de kilomètres à l'Est d'Oran, cette unité produira les céphalosporines injectables, largement utilisés par les malades. Sur le plan social, Abdelmalek Sellal a posé la première pierre du projet de réalisation de 6 000 logements AADL au nouveau pôle urbain Ahmed-Zabana de Misserghine, à l'Ouest de la wilaya d'Oran. Ce quota fait partie d'un total de 10 000 logements du type location-vente devant être réalisés sur ce site,

au titre d'un programme global de 13 000 logements dont a bénéficié la capitale de l'Ouest. Par ailleurs, il s'est rendu au chantier du futur stade olympique de Belgaid (daïra de Bir El Djir), doté d'une capacité d'accueil de 40 000 places, de même qu'il a inspecté le chantier de réalisation de la liaison reliant le port d'Oran à la bretelle autoroutière, longue de 26 kilomètres. Cet ouvrage, en cours de réalisation sur la frange maritime d'Oran, vise à désengorger le trafic routier, notamment vers le port qui connaît une importante activité. Lancé en 2014, le projet enregistre un état d'avancement de 53%. Sa réception est prévue pour le 4^e semestre 2018. La capitale de l'Ouest du pays, «El Bahia» vient de se renforcer de beaucoup de projets économiques et sociaux très importants, inaugurés et lancés pour d'autres, lors de la visite de Abdelmalek Sellal. L. A. R.

Le Premier ministre visite l'hôtel «Four Points»

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a visité mercredi à Oran l'hôtel «Four Points», qui offre une capacité d'accueil de 170 chambres. Ce projet, réalisé au boulevard des Falaises, surplombant la mer, a été mis en exploitation en 2016. Il dispose de 170 chambres, totalisant 350 lits, un business center, des salles de réunions, un centre de remise en forme et

un parking pour 260 véhicules. La réalisation de cet établissement s'inscrit dans le cadre du développement des infrastructures hôtelières et touristiques répondant aux standards internationaux. Il offre quelque 300 emplois et contribue à l'embellissement du cadre bâti de la ville dans la perspective de faire d'Oran une grande métropole méditerranéenne. M. Sellal a

suivi, sur place, la présentation d'un projet d'aménagement de la frange maritime intitulé : «Oran sur mer», présenté par des porteurs d'idées intéressés par l'investissement dans le secteur du tourisme. Ce projet comporte un ensemble d'hôtels pouvant offrir une capacité d'accueil oscillant entre 2 000 et 2 500 chambres, des restaurants, des installations de loisirs et de sport, un musée

de la mer, un port marina et autres équipements. Le Premier ministre a demandé aux initiateurs du projet de revoir certaines installations prévues selon la nature des hôtels qui doivent être conçus selon les normes internationales et de haut standing. «Il faut renoncer aux projets d'hôtels de rang 2 ou 3 étoiles. Oran mérite mieux et a besoin d'équipements de haut standing

LA QUESTION DU JOUR

Le silence inhabituel de Trump

suite de la page Une

En fait il avait compris ce qu'une grande proportion d'électeurs voulait entendre : un langage de détente et même de paix avec la Russie. Certes, personne ne peut dire aujourd'hui pour quelle proportion ce choix de politique étrangère a compté dans son élection. Mais on ne peut nier qu'il ait tenu une grande place dans sa campagne, et qu'il l'a fortement distingué de sa rivale démocrate. On ne comprendrait pas autrement que ses détracteurs aient fait semblant ensuite d'attribuer sa victoire à l'aide dont il aurait bénéficié de la part de la Russie. On aura remarqué que depuis l'attaque de la base aérienne syrienne, il n'est plus question de l'enquête sur sa soi-disant collusion avec les Russes. Hillary Clinton elle-même s'est empressée d'approuver son geste. Et pour cause, elle n'aurait pas fait mieux. Mais qu'il s'avise de revenir à un discours de conciliation avec la Russie, et la campagne de harcèlement à son encontre ne tardera pas à reprendre. Donald Trump n'étant pas de la trempe d'un Obama, qui a les moyens intellectuels de sa politique, il est douteux qu'il puisse longtemps lui résister. En réalité il n'y a que le peuple américain pour pouvoir lui venir en aide, si l'option de la guerre se précise et qu'il sorte dans la rue pour la rejeter. Jusqu'à récemment encore, c'est la crainte de la réaction de ses électeurs qui a empêché l'establishment de sonner l'hallali contre lui. On peut se demander s'il n'a pas ordonné l'attaque aux Tomahawk contre la Syrie juste pour cesser d'être contesté aussi violemment tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions. Il a été élu par les Américains pour leur épargner une guerre, et le voilà qui fait exactement le contraire, qui flirte avec cette guerre à la manière d'un apprenti sorcier. Saura-t-il se reprendre juste à temps, ou est-ce déjà trop tard, l'engrenage fatal s'étant déjà mis en mouvement ? C'est là la question que tout le monde se pose, les yeux tournés vers lui, qui se tait.

M. H.

à la hauteur de sa réputation et de ses aspirations», a-t-il souligné. Actuellement, le parc hôtelier de la wilaya d'Oran s'élève à 165 établissements offrant une capacité d'accueil de 15 105 lits et emploie quelque 3 430 employés, selon les données de la Direction locale du tourisme.

K. L.

Conseil des participations de l'Etat

Prochaine réunion du CPE consacrée au partenariat dans le secteur agricole

■ «Nous allons également débattre des possibilités d'élargir les périmètres de production agricole», a déclaré le Premier ministre, tout en réaffirmant que les terres agricoles relèveront toujours du domaine de l'Etat alors que leur exploitation sera confiée au privé.

Par Hania T.

Une réunion du Conseil des participations de l'Etat (CPE) se tiendra jeudi prochain pour examiner la question de la consolidation du partenariat dans le secteur agricole, a annoncé, hier à Oran, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. En marge de la cérémonie d'inauguration d'une ferme-pilote agricole implantée dans la commune d'Oued Tlelat, M. Sellal a précisé que cette réunion sera axée sur le partenariat public/privé (PPP) dans ce secteur. A ce titre, il a souligné la nécessité d'encourager les investissements public/privé et privé/privé pour le lancement de grands périmètres agricoles. «Nous allons également débattre des possibilités d'élargir les périmètres de production agricole», a déclaré le Premier ministre, tout en réaffirmant que les terres agricoles relèveront toujours du domaine de l'Etat, alors que leur exploitation sera confiée au privé. Par ailleurs, M. Sellal a insisté sur l'utilisation des technologies et des équipements modernes pour améliorer la production.

«Notre bataille sera celle de la production et de la productivité», a-t-il insisté, tout en appelant à augmenter la productivité. «Nous ne pouvons pas nous contenter d'une production de 25 quintaux par hectare alors qu'on peut aisément atteindre les 40 voire 50 quintaux par hectare», a fait remarquer le Premier ministre, tout en rappelant que dans la région du sud du pays la production varie entre 70 et 80 quintaux par hectare.

«Dar El-Fellah», un espace régional projeté pour accompagner les agriculteurs

Le projet «Dar El-Fellah» (Maison de l'agriculteur), qui sera implanté dans la wilaya d'Adrar, constituera un espace, premier du genre au Sud, destiné à l'accompagnement des agriculteurs, a indiqué hier le directeur de la Caisse régionale de la mutualité agricole (Crma) d'Adrar. Projetée sur une superficie de trois hectares, dans la zone d'Oued Ezzine (Nord d'Adrar), cette structure, à lancer avant la fin de l'année en cours, s'assigne comme objectifs la



PHOTO: R.

mise en œuvre d'approches en matière d'accompagnement des fellahs, à travers leur formation, financement, vulgarisation et orientation technique, a précisé Hadj Cherif Mohamed Amine. «Dar El-Fellah», qui couvrira les wilayas du Sud, accueillera plusieurs services et structures ayant un lien avec les activités agricoles, dont l'ouverture d'un guichet unique regroupant les représentants de différents services pour améliorer le service public et le rapprocher de l'agriculteur, a-t-il expliqué. Retenue dans le cadre de la stratégie du

Cnma, elle prévoit également l'ouverture d'un service d'assurances, d'une banque de financement des projets agricoles, d'un centre de formation dans la production végétale et animale. L'ouverture d'une unité de traitement vétérinaire, d'un laboratoire, de chambres froides, font partie des structures projetées dans le cadre de Dar-El-Fellah, appelée à fournir les différentes prestations logistiques agricoles.

Le même responsable de la Crma d'Adrar a, dans ce cadre, fait part du lancement du pro-

gramme «Assurances Thika», un pack d'assurances ciblant les petits agriculteurs et éleveurs, pour la couverture des risques agricoles encourus par les exploitations agricoles versées dans les segments de la céréali-culture et l'élevage.

Cette démarche, qui fera l'objet de rencontres de sensibilisation en direction des agriculteurs de la région, vise la protection des petits agriculteurs et des activités agricoles familiales, notamment au niveau des villages et des ksour, selon la même source. H. T./APS

Du 22 au 25 mai à Tizi-Ouzou

2^e Salon régional de l'investissement agricole

Le deuxième Salon régional de l'investissement agricole et agroalimentaire se tiendra du 22 au 25 mai prochain dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris hier des organisateurs. Cette manifestation initiée par le bureau local de l'Association nationale pour la promotion rurale (Anpr) se tiendra à la placette de l'Olivier, à la sortie ouest de la ville de Tizi-Ouzou, où une exposition des produits du terroir, de matériel et

produits d'élevage, de machinisme agricole, est prévue. L'exposition sera animée principalement par des exposants des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès, Bouira et Bejaïa, selon le programme de cette manifestation. L'objectif de cette deuxième édition est de faire découvrir les potentialités de la région (formées par ces quatre wilayas) qui est déjà en plein essor dans plusieurs activités

agricoles dont la filière lait, oléicole, viticole, apicole, en plus de l'existante d'une industrie agroalimentaire très active. Le but est de contribuer à la promotion et à la redynamisation de l'économie locale en encourageant l'investissement agricole et agroalimentaire, a-t-on précisé de même source. Cette même région renferme d'autres atouts, dont un potentiel humain hautement qualifié, le plus grand bassin laitier

d'Algérie, la plus grande production oléicole et viticole du pays, et une importante production céréalière (dans la wilaya de Bouira), qu'il faudra valoriser et développer davantage, a relevé l'Anpr. Quatre conférences sur le développement de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire sont également au programme de cette manifestation qui sera organisée en collaboration avec, entre autres, les directions des services

agricoles, du tourisme et de l'artisanat, de l'industrie et des mines et des dispositifs publics d'aide à la création d'emplois, a-t-on indiqué. La première édition du salon qui s'était déroulée du 5 au 7 mai 2016 avait été animée par 61 exposants nationaux et internationaux, et avait enregistré une importante affluence de pas moins de 9 000 visiteurs, dont plus de 3 400 professionnels, rappelle l'Anpr. L. M.

Réunions de la BM et du FMI

M. Babaammi à Washington

Le ministre des Finances, Hadji Babaammi, participera, à la tête d'une délégation, aux tra-

vau des réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire

international (FMI), prévues du 19 au 23 avril à Washington, a indiqué un communiqué du

ministère. Lors de ces réunions de printemps, la délégation algérienne prendra part aux travaux du Groupe Intergouvernemental des vingt-quatre sur les questions monétaires et financières internationales et de développement (G24), précise le communiqué. M. Babaammi assistera également aux travaux du Comité de Développement de la Banque Mondiale et du Comité financier et monétaire du FMI. En marge de ces réunions, il rencontrera les premiers responsables du Groupe de la BM et du FMI ainsi que certains de ses homologues d'autres pays et de hauts responsables des institutions financières internationales

et régionales présents à cet événement. Les réunions de printemps des deux institutions de Bretton Woods sont l'occasion de réunir les principaux responsables du monde économique et financier autour des dossiers importants relatifs au développement économique, à la conjoncture économique mondiale, à la lutte contre la pauvreté et aux questions liées au système financier international, rappelle le ministère. Elles permettront également de procéder à une analyse et à un échange de vue sur les politiques de réformes à engager pour répondre aux défis soulevés par les pays membres.

Hocine N.

Suite à l'affaissement de la roulette d'un avion

Fermeture de l'aéroport de Hassi Messaoud

L'AÉROPORT de Hassi Messaoud a été fermé hier suite à un affaissement de la roulette avant d'un avion de la compagnie Air Tec, de type LET 420, affrété par Tassili Travail Aérien (filiale de Tassili Airlines), apprend-on auprès de Tassili Airlines et d'Air Algérie. Cet incident a eu lieu hier matin lors de la phase de décollage qui s'est produit au niveau de l'aéroport de Hassi Messaoud. L'avion, affrété auprès de la compagnie sud-africaine Air Tec, assurait la liaison Hassi Messaoud-Bir Sebaa pour le compte du transport du personnel pétrolier, précise Tassili Airlines (TAL). L'appareil transportait à bord dix passagers et deux membres d'équipage, indique TAL qui précise qu'aucun dégât humain n'est à signaler. Une équipe d'investigation a été dépêchée sur les lieux pour déterminer les circonstances et les causes exactes de cet incident. Suite à cet incident, un vol Alger-Hassi Messaoud de la compagnie Air Algérie a dû revenir sur Alger pour cause de fermeture de l'aéroport de Hassi Messaoud, a indiqué Air Algérie. En outre, un vol Hassi Messaoud-Constantine de cette même compagnie nationale a été bloqué. L. O.

Commerce

Lancement prochain d'une plateforme algérienne d'exportation au Sénégal

■ Une plateforme d'exportation de produits algériens vers le Sénégal sera installée prochainement à Dakar afin de promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures vers ce pays d'Afrique de l'Ouest, ont annoncé, mardi, les initiateurs de ce projet lors d'une journée d'information sur les réseaux commerciaux algériens en Afrique.

Par Safia T.

Baptisée «Comptoir commercial algérien au Sénégal», cette plateforme vise à développer les relations économiques notamment commerciales entre les deux pays en se basant sur le partenariat entre les entreprises algériennes et sénégalaises, a expliqué Adib Khelef, directeur général de la société de conseil en développement commercial (Afric émergence), initiatrice de cette plateforme en partenariat avec l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex). A travers ce comptoir, les entreprises algériennes qui veulent exporter et investir au Sénégal, recevront toutes les informations liées au marché sénégalais dans tous les secteurs ainsi que des conseils et des aides pour pouvoir financer leurs projets dans ce pays, a précisé M. Khelef. En outre, Afric émergence peut accompagner les entreprises algériennes pour commercialiser leurs produits au Sénégal et jouer le rôle d'intermédiaire entre les opérateurs économiques algériens et sénégalais. Cet espace



commercial est le deuxième du genre après celui d'Abidjan (Côte d'Ivoire) lancé en 2015, et ce, dans le cadre de la démarche de l'Algérie de s'orienter davantage vers le marché africain. «Cette plateforme d'échange et de partenariat devrait contribuer à créer les jalons que les deux pays souhaitent jeter ensemble. Elle exprime aussi la volonté de l'Algérie à

dynamiser et à diversifier son économie qui s'oriente de plus en plus vers le continent africain», a souligné le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, dans un message lu par le directeur général d'Algex, Chafik Chiti. A ce propos, il a relevé que le niveau des échanges commerciaux entre

l'Algérie et l'Afrique demeuraient toujours faible. Selon les chiffres communiqués par M. Tebboune, ces échanges entre le pays et le reste du continent, concentrés essentiellement avec les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), ne dépassaient pas les 3 milliards de dollars. Quant aux échanges entre l'Algérie et le Sénégal, ils ne représentent que près de 8 mil-

lions de dollars dominés par les hydrocarbures : «Ce qui ne reflète pas le potentiel économique existant entre les deux pays», a estimé M. Tebboune. A cette effet, le ministre voit dans ce comptoir commercial une opportunité pour promouvoir les échanges commerciaux entre l'Algérie et le Sénégal et développer les échanges interafricains à travers ce pays membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao, 320 millions de consommateurs) et de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (Uemoa, 80 millions de consommateurs). Les principaux produits exportés actuellement vers le Sénégal sont constitués des hydrocarbures, de produits agroalimentaires et de médicaments, alors que les produits importés de ce pays sont dominés par les poissons, selon les données d'Algex. Cette agence énumère une soixantaine de produits demandés par le marché sénégalais où les entreprises algériennes peuvent se positionner, tels les produits agricoles et agroalimentaires et les produits semi-finis.

S. T./APS

Transformation du phosphate

«Faire de l'est du pays un couloir économique structurant»

Le gouvernement veut faire de la région Est du pays, de Tébessa jusqu'à Skikda en passant par Annaba et Souk-Ahras, «un couloir économique structurant dans le domaine de la transformation du phosphate», a indiqué, mardi à Constantine, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslem Bouchouareb. Intervenant lors d'une rencontre avec les investisseurs et opérateurs économiques de Constantine, au terme d'une visite de travail dans cette wilaya, le ministre a indiqué que l'Algérie qui avance à pas sûrs vers la concrétisation des défis lancés en matière de production de

ciment, d'automobile et de textile notamment, «s'oriente désormais vers la rentabilisation de son potentiel minier pour donner lieu à l'émergence d'industries structurées». Des accords de partenariat avec des investisseurs étrangers versés dans ce type d'industrie «lourd et important» seront «prochainement» signés, a annoncé le ministre sans donner plus de détails sur ce projet devant permettre à la région Est du pays de devenir un hub minier régional aux incidences nationales et continentales. «L'Algérie dispose d'importants potentiels à valoriser», a estimé M. Bouchouareb qui a

insisté sur l'urgence de «synchroniser les actions pour qu'elles arrivent en même temps et puissent être rentables et substituer aux hydrocarbures et aux importations». Dans ce sens, le ministre qui a annoncé la mise en service imminente du complexe sidérurgique de Jijel et de l'usine de textile de Relizane, a mis l'accent sur l'importance de développer le créneau de la sous-traitance pour réduire le coût des importations liées aux services. La plus grande dépendance en matière de devise pour l'Algérie est liée aux services (11 milliards de dollars pour les services) d'où l'urgence de favoriser

la sous-traitance pour diminuer cette dépense, a soutenu M. Bouchouareb. Il a, dans ce contexte, cité l'exemple de la Société de maintenance de l'Est relevant du groupe industriel des ciments qui ne cesse de faire augmenter le taux d'intégration locale en matière de production du ciment. A ce sujet le ministre a indiqué qu'un système d'évaluation annuelle relatif à l'évolution du taux d'intégration dans les entreprises algériennes «sera bientôt» mis en œuvre pour permettre un meilleur suivi de ce processus qui constitue l'aboutissement des efforts consentis par l'Etat en matière de dévelop-

pement économique et industriel. Le ministre, qui s'est rendu au complexe Saidal de fabrication d'insuline et qui a fait l'objet depuis quatre ans d'un vaste programme de mise à niveau en collaboration avec le laboratoire international Novo Nordisk, a affirmé que 60% de la production de ce complexe seront orientés vers l'exportation.

Ce complexe, mis actuellement en production expérimentale, devra produire 2 millions et demi par an de flacons de 10 000ml d'insuline qui seront commercialisés au nom de Novo Nordisk et fabriqué par Saidal.

Hani Y.

Domaines de l'agroalimentaire et de l'agriculture

Impératif de développer la coopération entre l'Algérie et l'Italie

L'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, a souhaité, mardi à Boumerdès, le développement et l'élargissement des domaines de coopération entre l'Algérie et l'Italie aux secteurs de l'agroalimentaire et de l'agriculture et ce, au titre de la nouvelle stratégie du gouvernement algérien. Dans une déclaration, en marge de sa visite à l'entreprise Inalca Algérie à Corso (au nord de Boumerdès), spécialisée dans la commercialisation de viandes fraîches et de produits congelés, M. Ferrara a indiqué qu'il existe «un véritable partenariat entre nos deux pays», l'Italie étant, a-t-il souligné, le premier partenaire économique de l'Algérie avec des échanges estimés à plus de neuf milliards

de dollars en 2016. La création de l'entreprise Inalca Algérie, une filiale d'une entreprise italienne comptant autant de sections dans une soixantaine de pays, s'inscrit dans le cadre du lancement programmé d'autres unités industrielles et économiques au titre du raffermissement de ce partenariat, dans l'attente de l'élargir à d'autres domaines de coopération, a soutenu le diplomate. M. Ferrara a signalé, à ce propos, la venue, dernièrement en Algérie, de trois délégations de haut niveau du constructeur automobile Fiat Chrysler qui ont effectué une opération de prospection du marché algérien afin de voir la possibilité d'investir dans le domaine. Il a également fait cas d'un projet en

agriculture prévu à Boumerdès. Par ailleurs, l'ambassadeur d'Italie en Algérie a signalé la réception par son ambassade d'un grand nombre de demandes de visa, soulignant que les visas d'affaire sont actuellement accordés dans un délai maximum de 4 à 5 jours. S'exprimant sur les contrats d'approvisionnement en gaz naturel algérien, le diplomate a affirmé que «les relations ont toujours été et demeureront très bonnes avec le groupe Sonatrach», assurant que ce sont des «relations historiques et stratégiques et que la meilleure preuve en est la tenue, dernièrement à titre symbolique, de la réunion du conseil d'administration du Groupe italien ENI dans la région de Hassi

Messaoud». L'ambassadeur d'Italie en Algérie a été accueilli par le wali de Boumerdès, au siège de la wilaya, avant d'effectuer une visite à l'entreprise Inalca Algérie de Corso, où lui a été présenté un exposé sur les capacités de cette unité, acquise en 2002 par le Groupe Crémonini et un autre partenaire privé algérien. Cette entreprise, qui relevait auparavant du secteur industriel public, compte aujourd'hui une aire de réfrigération de 30 000 m², ainsi que d'autres espaces pour la vente (au détail et gros) de différents produits frais et congelés, outre une section sous contrôle douanier et trois points de vente à Oran, Annaba et Alger.

R. E.

Rencontre FCE-opérateurs à Ghardaïa

Le climat des affaires et des investissements mis en exergue

■ Le climat des affaires et des investissements dans la wilaya de Ghardaïa et l'adhésion des entrepreneurs au sein du Forum des chefs d'entreprises (FCE) ont été mis en avant lors d'une rencontre des opérateurs économiques organisée mardi à Ghardaïa.

Par Hassan G.

S'exprimant à cette occasion, le président du FCE, Ali Haddad, a indiqué que les pouvoirs publics ont mis en œuvre des moyens favorisant l'attractivité économique et financière de la destination sud, dont Ghardaïa, «afin de passer d'une économie basée sur la rente pétrolière à une économie basée sur l'exportation des produits hors hydrocarbures».

«L'Algérie a toutes les aptitudes pour relever le défi et faire de l'entreprise algérienne,

publique et privée, un instrument de création de richesse, d'emploi et de compétitivité sur les marchés internationaux», a-t-il souligné.

Le président du FCE a mis l'accent sur la nécessité de s'unir et d'adhérer au Forum pour faire émerger l'entreprise algérienne sur les marchés internationaux, notamment dans les pays subsahariens, et d'exporter les produits algériens sans entraves.

Durant cette rencontre d'évaluation du climat des affaires et de l'investissement dans la wilaya de Ghardaïa, les opérateurs économiques ont exposé

leurs doléances, notamment celles ayant trait à «la lenteur et aux entraves bureaucratiques» pour l'acquisition du foncier, tant agricole qu'industriel, pour le lancement de leurs projets.

Les intervenants lors de cette rencontre ont également soulevé le problème d'«ambiguïté» dans l'interprétation des textes et lois régissant l'investissement et l'absence de communication, avant de recommander l'élaboration d'une vision stratégique en vue de donner une impulsion effective et de promouvoir les petites et moyennes entreprises dans le tissu économique et social du pays. Dans une déclaration à l'APS, Ali Haddad a indiqué que l'objectif de ces rencontres, à travers les différentes wilayas du pays, est d'évaluer le climat des affaires et des investissements en général, afin de mettre les mécanismes susceptibles de faciliter davantage l'investissement à l'échelle nationale et de sensibiliser les opérateurs économiques à adhérer et à s'unir autour du FCE pour relever le défi d'une économie hors hydrocarbures.

Cette rencontre, a-t-il souligné, a permis d'échanger les points de vues sur les moyens permettant une croissance économique exponentielle dans l'optique de renforcer les possibilités d'emploi à travers des investissements plus importants dans différents secteurs.

H. G./APS



Ph. > D. R.

Pour multiplier les infrastructures sportives à Béjaïa

Ould Ali insiste sur l'entraide entre la wilaya, la commune et le MJS

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a insisté, mardi à Béjaïa, sur la nécessité d'entraide entre le ministère, la wilaya et les municipalités, de sorte à continuer à financer des projets communs et multiplier ainsi les infrastructures sportives et de jeunesse. «Il y a nécessité d'un travail d'entraide et de solidarité pour créer davantage d'espaces pour la densification de la pratique sportive et juvénile», a-t-il souligné en marge d'une visite de travail effectuée dans la wilaya de Béjaïa et au cours de laquelle il a constaté de visu l'efficacité d'une telle démarche, qui a permis, à quelques APC, de réaliser des infrastructures de qualité, avec l'appui de la wilaya et de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS). Le cas vaut principalement pour la municipalité d'El-Kseur qui a concrétisé une piscine communale, dotée de deux bassins, l'un pour l'initiation et l'autre pour la compétition, dont l'inauguration définitive est

prévue dans le courant du mois de mai prochain. Et il vaut aussi pour celle de Béjaïa, qui vient de lancer une structure similaire en plein centre-ville. La localité d'Akbou, pour sa part, a pris sur elle de financer la réhabilitation de tout son parc omnisport et surtout la pose d'un nouveau tartan pour son stade de football ainsi qu'un stade communal, en souffrance depuis plusieurs années à cause d'un contentieux urbanistique. Le ministre, qui a passé en revue l'ensemble de ces structures, s'est «réjoui» de l'engagement des autorités locales pour aider à la densification des espaces de pratiques sportives dans leur commune, a fortiori Akbou, qui reste non seulement une école dans beaucoup de disciplines sportives mais aussi un centre de haute compétition, 70 de ces athlètes étant d'envergure internationale. Il reste cependant que la région bute sur une carence de structures dont la persistance est de nature, a-t-on

estimé sur place, à faire renoncer beaucoup de volontés. La situation se pose avec acuité au stade du parc omnisports où près d'une trentaine de sections s'y relaie dans une folle programmation et dans des conditions de pratiques difficiles, selon les présidents de certaines sections, harassés surtout par l'état de la pelouse, littéralement piteux, a-t-on constaté. «C'est une démarche à encourager», a souligné le ministre, qui a émis le vœu de voir l'expérience se rééditer sous d'autres latitudes. A ce titre, il a souligné que son département ministériel compte un portefeuille de pas moins de 161 projets d'une valeur de 19 milliards de dinars, dont l'essentiel est déjà opérationnel. Le ministre a tenu par ailleurs à souligner que les projets gelés en raison du contexte économique actuel, seront mis en œuvre, dès que l'état des finances publiques le permettront.

Hani T.

Illizi

Introduire des spécialités de formation adaptées au marché de l'emploi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, a mis l'accent, mardi à Illizi, sur la nécessaire introduction de spécialités de formation adaptées aux besoins du marché de l'emploi. Intervenant lors de l'inspection, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, du chantier d'un institut national spécialisé de la formation professionnelle, livrable en mars 2018, M. El-Ghazi a mis en exergue l'importance de l'introduction de filières de formation devant répondre aux besoins du marché de l'emploi, notamment celles liées aux activités pétrolières, vu l'existence de nombreuses entreprises actives dans le domaine hydrocarbures dans cette wilaya. «La wilaya d'Illizi devra connaître un bond qualitatif en matière d'emploi, à la faveur du dégagement de pas moins de 800 postes d'emploi, la majorité dans

les activités pétrolières», a-t-il assuré. M. El-Ghazi a fait état, à ce titre, d'une réflexion sur la possibilité d'ouverture d'une annexe de l'institut précité pour le recyclage et le perfectionnement, dans le cadre de la formation continue, des personnels des entreprises pétrolières établies dans la région, en vue de leur permettre de se mettre au diapason des développements techniques et technologiques du secteur. Le ministre, qui n'a pas manqué d'insister sur la formation technique de qualité, a présidé une cérémonie de signature d'une convention de coopération entre deux entreprises économiques et la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (Dfep) de la wilaya d'Illizi, portant sur la formation de 30 jeunes dans les filières du jardinage, le commerce et de la mécanique. Cette convention s'inscrit dans le cadre

de la mise en œuvre de la circulaire interministérielle du 11 janvier 2017 portant mesures de sélection et de recrutement de la main-d'œuvre et la consolidation de la formation par l'apprentissage dans les wilayas du Sud, a-t-on expliqué. Mettant à profit cette occasion, le ministre a rappelé que cette circulaire, signée par six ministères et dont le lancement a été donné depuis Illizi, en tant que wilaya pilote, devra rendre l'organisation du marché de l'emploi dans le Sud «plus transparent». Au chef-lieu de wilaya toujours, il a présidé une cérémonie de remise des titres de concession au profit de jeunes, de prêts dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes et des clefs d'ateliers mobiles. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, a, auparavant, procédé à la pose de la première pierre

d'un projet de réalisation du siège de la Caisse nationale de retraite (CNR) pour lequel a été accordé un investissement de 147 millions DA. Dans la wilaya déléguée de Djanet, M. El-Ghazi a visité une exposition de produits d'artisanat et a assuré de l'accompagnement des associations féminines d'artisanat et leur soutien à travers différents dispositifs de l'Etat pour leur permettre de développer leurs micro-entreprises. Le ministre a, au terme de sa visite dans la wilaya d'Illizi, présidé, au niveau de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de Djanet, une cérémonie de remise symbolique de trois contrats d'emploi sur la dizaine accordée à des jeunes de la région ayant suivi une session de formation, dans différentes spécialités, au niveau d'une entreprise économique privée.

Y. N.

Constantine Un camion-citerne de transport de carburant prend feu à Qued Hmimime

UN CAMION-citerne transportant 27 000 litres de matières inflammables a pris feu mardi près de l'agglomération d'Qued Hmimime, dans la commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile (DPC). L'accident, dont les causes n'ont pas encore été déterminées, s'est produit sur la route nationale (RN) 3 dans un segment reliant la ville de Constantine à El Khroub, plus exactement près de l'échangeur d'Ain Nehas, a précisé à l'APS le chef du service de prévention au sein de ce corps constitué, Abderrahmane Lagraâ. Un périmètre de sécurité a été mis en place sur les lieux pour éviter la propagation des flammes, a-t-on détaillé, indiquant que le camion-citerne a été complètement calciné. Le conducteur de ce camion, en état de choc, a été transféré à l'hôpital Mohamed-Boudiaf de la commune d'El Khroub, selon la même source.

R. R.

Sahara occidental

Amnesty International affirme l'urgence de la surveillance des droits de l'Homme

■ L'organisation de défense des droits de l'Homme, Amnesty International (AI), a appelé, mardi, les Nations unies à surveiller en «urgence» les droits de l'Homme au Sahara occidental afin de mettre fin aux «violations» et à «l'impunité» dont est victime le peuple sahraoui sous l'occupation marocaine.

Par Mondji T.

L'ONG a jugé «urgent» d'accorder la priorité à la surveillance des droits de l'homme et de l'inclure dans la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso), exhortant le Conseil de sécurité d'en tenir compte lors du vote la semaine prochaine pour renouveler le mandat de sa présence dans les territoires occupés par le Maroc.

Elle a estimé, dans un communiqué, que l'habilitation de la Minurso à surveiller les droits de l'homme au Sahara occidental est «cruciale pour que les abus commis par les autorités marocaines soient portés à l'attention du monde, pour désigner les responsables et améliorer le respect des droits de l'homme».

«La mission de l'ONU au Sahara occidental est la seule opération onusienne de maintien de la paix sans une composante des droits de l'homme. Il y a plus d'un quart de siècle depuis sa création et il est grand temps de mettre à niveau son statut pour lui permettre de faire des rapports sur les violations», a indiqué le communiqué.

Amnesty a souligné avoir constaté tout au long des dernières années, «la montée des violations des droits de l'homme et, en particulier, les restrictions arbitraires imposées aux manifestants pacifiques et aux militants qui soutiennent l'autodé-



termination pour le Sahara occidental».

Elle relève également «les violations» des droits des Sahraouis détenus au Maroc à un procès équitable, et la «torture et d'autres mauvais traitements» dont ils sont victimes.

L'organisation cite, à cet égard, le nouveau procès civil des 24 Sahraouis, les défenseurs des droits de l'homme et militants politiques, qu'elle dit suivre de près, rappelant leur condamnation à de lourdes peines de prison suite à un procès militaire «manifestement injuste».

«Le black-out imposé par les autorités marocaines sur les médias concernant les événe-

ments de Gdeim Izik dans lesquels ils sont accusés, et la controverse qui entourait les événements dans ce camp en 2010, affirment le besoin urgent d'une surveillance impartiale et autorisée des droits de l'homme dans la région», est-il précisé.

L'ONG regrette par ailleurs que l'effectif de la Minurso a été réduit l'année dernière après l'expulsion par les autorités marocaines de leur personnel civil, dont le personnel du service de déminage.

Amnesty rappelle que le Sahara occidental est l'un des territoires les plus exposés aux explosions des mines, avec plus de 2 500 décès signalés depuis 1975, d'où la cruciale nécessité

du service de déminage.

«Au lieu d'entraver le travail de la Minurso, les autorités marocaines devraient coopérer pleinement avec la mission afin de s'assurer qu'elle est en mesure de s'acquitter de sa tâche», conclut Amnesty International.

L'Aarad appelle les candidats à la présidentielle française à soutenir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui

L'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Aarad) a appelé les onze candidats à l'élection

présidentielle française, dont le premier tour est prévu dimanche, à soutenir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Dans une lettre ouverte aux onze candidats, qui se veut également un plaidoyer pour la cause sahraouie, l'association française leur a demandé de s'engager partout où la France est présente en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et plaider résolument pour le mettre en œuvre.

L'association a envoyé à chaque candidat un questionnaire, la candidate du parti Lutte Ouvrière Nathalie Arthaud a exprimé, dans sa réponse, son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui.

«Je me prononce, comme l'a toujours fait mon parti Lutte Ouvrière, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc en particulier pour celui du peuple sahraoui. J'affirme, comme l'a toujours fait Lutte Ouvrière, ma solidarité avec sa lutte pour la reconnaissance de ses droits», a-t-elle écrit dans sa lettre.

L'Aarad a souligné que «la France, prisonnière de ses multiples intérêts économiques, financiers et politiques, n'a jamais voulu affronter le pouvoir marocain», mettant en relief que «la complaisance a toujours été de mise».

«Notre pays est aussi tenu des obligations internationales, comme la Charte des Nations unies, les Conventions de Genève et le droit communautaire de l'Union européenne. Suivant cette exigence, la France doit soutenir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et insister auprès du Maroc pour que soient respectées les libertés d'opinion et d'association sur le territoire du Sahara occidental», a expliqué l'Aarad, rappelant que la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 décembre dernier vient de signifier clairement que le Maroc n'a pas de souveraineté sur le Sahara occidental.

C'est dans ce cadre qu'elle a appelé les candidats à la présidentielle à s'engager à faire respecter le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et «en finir avec le double jeu» aux Nations unies.

En sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'association a expliqué que «la France ne peut à la fois adopter (les) résolutions et soutenir la proposition marocaine d'autonomie au sein du Maroc en lieu et place de l'autodétermination».

M. T./APS

Espagne/Ceas-Sahara

Campagne «pour une Minurso avec des compétences de surveillance des droits de l'Homme»

La Coordination espagnole des associations amies avec le Sahara occidental (Ceas-Sahara) a lancé une campagne intitulée «Pour une Minurso avec des compétences de surveillance et de protection des droits de l'Homme au Sahara occidental».

La Ceas-Sahara a rappelé, dans un communiqué publié sur son site web, que vers la fin de ce mois d'avril, le Conseil de sécurité des Nations unies discutera du renouvellement du mandat de la Minurso (mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental) avant de mettre l'accent sur le fait que cette mission spéciale de l'ONU est la seule qui n'a pas le pouvoir de contrôler les droits de l'Homme et pourtant, poursuit le communiqué, tout le monde (hommes et femmes) connaissent les abus et violations commises par les autorités marocaines contre la population sahraouie dans les zones occupées du Sahara occidental.

A partir de ce constat, la Coordination espagnole des associations amies avec le peuple sahraoui a lancé cette campagne

pour changer cette réalité, lors du prochain vote du Conseil de sécurité, a-t-on expliqué, tout en appelant le mouvement international de solidarité avec le Sahara occidental et particulièrement le mouvement espagnol à soutenir cette campagne et à aider au maximum à sa diffusion sur les réseaux sociaux et par les contacts directs.

Le texte de la Ceas-Sahara recommande également à tous les signataires solidaires avec cette cause d'envoyer une lettre personnelle à chacun des pays membres du Conseil de sécurité afin de les sensibiliser davantage pour intégrer dans la résolution qui va renouveler le mandat de la Minurso, la compétence de la surveillance des droits de l'homme.

Le mouvement espagnol de solidarité avec le Sahara occidental avait demandé, début avril courant, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève d'enquêter sur la situation du peuple sahraoui vivant dans les zones occupées durant le mois de mai prochain au cours de son examen périodique des droits de l'homme au Maroc.

La Ceas-Sahara et la Fédération des institutions solidaires avec le Sahara occidental (Fedissah) avaient souligné, dans un communiqué, avoir envoyé une lettre d'information à tous les pays, actuellement membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, afin d'attirer leur attention sur la situation des droits de l'homme au Sahara occidental.

Ces organisations amies avec le peuple sahraoui avaient indiqué que le Sahara occidental reste le seul territoire non autonome sous occupation et sans puissance administrative reconnue au niveau international, par conséquent ses habitants devraient jouir des droits qui sont inhérents à tout être humain. Ces deux organisations avaient souligné la nécessité pour les Nations unies et la communauté internationale de surveiller et de protéger les droits de l'homme du peuple sahraoui avant de demander le renforcement de la Minurso pour qu'elle puisse accomplir pleinement ses tâches en étendant ses compétences à la protection et à la promotion des droits de l'Homme.

R. M.

Total Algérie

Pose de la première pierre de l'usine de production de lubrifiants

Page animée par Ali Zidane

En effet, comme annoncé il y a de cela un an et demi, plus précisément en octobre 2015 par le directeur général de Total Algérie, la pose de la première pierre de l'usine de production et de conditionnement de lubrifiants Total en Algérie s'est faite hier 19 avril à Oran, par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, en présence de plusieurs membres de son gouvernement, le wali d'Oran, le DG de

Total Lubrifiants Algérie, Bernard Carbo, et de l'ambassadeur de France, a-t-on appris auprès de Total Algérie.

La future usine de production et de conditionnement de lubrifiants Total élira domicile à l'ouest du pays, plus précisément au niveau du pôle d'activité de Béthioua, dans la wilaya d'Oran.

L'unité industrielle Total Algérie aura une capacité de production annuelle de 40 000 tonnes.

Alors que le potentiel du marché algérien est estimé

entre 180 000 et 200 000 tonnes par an, la capacité sera appelée à croître afin de passer, ensuite, à la phase de l'exportation.

Ce qui est certain c'est que le marché des lubrifiants est un marché qui prospère sur tous les segments, pour toutes les marques distribuées sur le marché algérien.

Avec ce nouveau projet, l'Algérie baissera fortement les importations des lubrifiants mais surtout endiguera un tant soit peu les produits lubrifiants contrefaits.



Groupe Ival

Remise de 20% sur les plaquettes de Freins Iveco Daily

Dans la continuité de ses offres antérieures, le Groupe Ival perpétue son ascension commerciale et propose une nouvelle promotion à ses différents partenaires du service après-vente. Ival lance une nouvelle action destinée au système de freinage de la gamme Iveco Daily. Durant 3 mois, à partir du 15 avril, les clients et partenaires d'Ival auront le privilège de profiter d'une remise très intéressante sur les plaquettes de frein des différentes configurations d'Iveco Daily et New Daily.

Cette nouvelle offre accentuée sur le système de sécurité d'Iveco Daily a pour optique de développer davantage la stratégie de fidélisation des collaborateurs du groupe Ival. Cette opération qui a débuté le 15 avril sera une nouvelle phase d'une réelle coopération et rapprochement entre le Groupe Ival et son réseau de partenaires-clients.

En plus de cette réduction spéciale de 20%, l'offre inclut un tirage au sort hebdomadaire afin de gagner plusieurs variétés de cadeaux. Il faut rappeler qu'en plus de sa qualité et sa fiabilité, les pièces de rechange Iveco, distribuées en Algérie par Ival, répondent parfaitement aux normes internationales de sécurité de l'avis des experts.



Prix de la meilleure action marketing 2016 pour Ival

Le Groupe Ival vient d'être récompensé par son partenaire Italien CNH Industriel (propriétaire de Iveco, New Holland, Fiat) pour la qualité de ses prestations de ses différentes activités visant à promouvoir le service après-vente. Dans son congrès annuel organisé en mars dernier, à Lisbonne, le groupe CNHI a récompensé Ival avec le trophée de «La meilleure activité Marketing pièces et services pour l'année 2016» pour la région Afrique et MENA.

Global Motors Industries :

Inauguration officielle de la succursale de Bab-Ezzouar



Global Motors Industries a inauguré, lundi soir, sa nouvelle succursale de Bab Ezzouar en présence de son directeur général, Hoguen Park, et du directeur du bureau Afrique et Moyen-Orient chez Hyundai Motor Company Commercial vehicles, Jae Cheol Rhee ainsi que tous ceux qui contribuent au développement de GMI : collaborateurs, cadres, partenaires et clients. Cet événement met en avant la proximité de GMI avec

ses clients grâce aux solutions offertes en matière de produit, de service après-vente et pièces de rechange.

Le nouveau siège visible à partir de l'autoroute de l'Est (rocade Nord) s'étend sur une superficie de 12 000 m² avec un espace bâti de 2 400 m². Il inclut un showroom de 800 m² où est exposée une large gamme de camions et véhicules utilitaires ainsi qu'un atelier après-vente de 1 200 m². Le site a pour voca-

tion également de servir de modèle aux autres succursales et agents GMI à travers le territoire national. Le bâtiment de la direction générale comprend deux niveaux qui accueillent les équipes de GMI, soit soixante-quatre employés, ainsi qu'un centre de formation.

Cet événement est aussi l'occasion d'annoncer le lancement d'un partenariat avec la Gulf Bank Algeria AGB pour le financement des opérations de Leasing à destination des clients grands comptes entreprises et des clients particuliers. Sur ce point, trois autres succursales devraient voir le jour au courant de cette année 2017, a annoncé M. Park, à savoir à Batna, Sétif et Oran. Par ailleurs, les lieux accueillent également les bureaux de la Direction Générale et ce, sur deux niveaux. GMI a annoncé que GMIA (Global Motors Industrie Al-djazair) est la filiale qui s'occupera de la commercialisation des produits issus de l'usine de la branche industrielle GMI.

Almoto 2017

35 exposants et plusieurs nouveautés

Comme annoncé le 5 mars 2017 dans son communiqué de presse, le «Salon du 2 roues d'Alger», Almoto 2017, se déroulera du 16 au 20 mai prochain sur l'esplanade de Riadh el Feth. Organisé en partenariat avec l'Oref (Office Riad El Feth), le Salon du 2 roues d'Alger regroupe pour cette première édition la majorité des acteurs du secteur du cycle et du motocycle d'Algérie. Ce salon a reçu un écho très favorable de la part des entreprises privées, étatiques, des fabricants, des concessionnaires ainsi que des grandes marques.

L'organisateur, Aldes Média, a souhaité regrouper plus de 35 exposants en un lieu unique qui soit exclusivement dédié à l'univers des 2 roues. Almoto 2017 a pour objectif d'être le grand rendez-vous annuel de l'activité cycle et motocycle de notre pays. Installé sur une surface de 4 500 m² dont 2 000 m² réservés à l'exposition, le Salon du 2 roues d'Alger propose un programme riche et varié avec en plus des espaces d'exposition et de vente, des conférences de presse, une table ronde sur l'état des lieux.

Quelques chiffres sur les importations de ce produit : 52 454 véhicules 2 roues ont été importés sur toute l'année 2016, pour une valeur de 3,45 milliards de dinars, soit près de 31,5 millions de dollars, bien que le montant des importations soit toujours en baisse pour la 3^e année consécutive depuis 2013. Il faut aussi savoir qu'en 2016 le marché algérien des deux roues est toujours dominé à 85% par le segment 50 à 249 cm³.

Offensive SUV :

Citroën dévoile le nouveau C5 Aircross

Citroën dévoile en Première mondiale au Salon automobile de Shanghai 2017 un SUV de nouvelle génération : C5 Aircross. Directement inspiré du concept car Aircross présenté à Shanghai en 2015, il associe un design affirmé à un espace intérieur résolument tourné vers le bien-être de tous ses passagers : un SUV «People Mindcd», orienté vers l'humain. Avec ses volumes fluides et musclés, le nouveau C5 Aircross impose naturellement sa différence : une attitude unique, pleine d'énergie et d'assurance. Offrant un espace intérieur généreux à toutes les places, il bénéficie du meilleur de la technologie au service d'une approche moderne et globale du confort. Le nouveau C5 Aircross est le premier véhicule à être équipé du nouveau système de suspension



«Progressive Hydraulic Cushions™» (butées hydrauliques progressives), qui apporte une meilleure qualité de filtrage et un confort de roulement inégalé, typiquement Citroën. A bord, c'est une véritable invitation au voyage pour tous les passagers : l'espace est dégagé et lumineux grâce au toit

ouvrant panoramique, les sièges avant sont chauffants et massants, la banquette arrière accueillante procure un espace aux jambes de tout premier plan, le tout dans une ambiance purifiée grâce à un traitement de la qualité de l'air. Il est équipé d'un combiné numérique TFT très lisible de 12,3" et d'un écran tactile 8" HD capacitif. Dévoilé au Salon de Shanghai, C5 Aircross sera commercialisé à partir du mois d'octobre 2017 en Chine. Son lancement en Europe est prévu pour fin 2018.



Corée du Nord

Mike Pence promet une «réponse écrasante»

■ Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a promis hier à la Corée du Nord une réponse «écrasante» en cas d'attaque, qualifiant Pyongyang de plus «dangereuse et urgente menace dans la région».

En déplacement au Japon, le numéro deux de l'exécutif américain a prévenu les troupes à bord du Ronald Reagan, un porte-avions américain stationné dans l'archipel : «De gros nuages s'accumulent à l'horizon», a-t-il dit. Et d'ajouter que l'usage par le régime communiste nord-coréen d'armes nucléaires ou balistiques entraînerait une réaction majeure de l'administration Trump. Ces propos tenus lors d'une visite de deux jours dans l'archipel, après un passage en Corée du Sud où il avait fait une escale remarquée dans la zone démilitarisée (DMZ) intercoréenne, interviennent en pleine recrudescence de tensions entre Washington et Pyongyang. Alors que plane toujours la menace d'un sixième essai nucléaire de la part du régime reclus, le vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen, Han Song-Ryol, a

confié mardi à la BBC que le rythme des tirs balistiques allait s'accroître : «Nous allons mener plus d'essais de missiles de manière hebdomadaire, mensuelle et annuelle». Face à une attitude que la communauté internationale qualifie de provocation en violation des résolutions de l'ONU, M. Pence avait déjà affirmé que «toutes les options» étaient désormais «sur la table». «Nous vaincrons toute attaque par arme conventionnelle ou nucléaire», a insisté mercredi M. Pence. Selon lui, la réplique sera «écrasante et efficace», à la hauteur «de la détermination du président Trump et des forces armées des Etats-Unis d'Amérique». Le bâtiment Ronald Reagan fait partie de la septième flotte américaine et est prêt pour un déploiement déjà prévu dans le Pacifique occidental. Une autre partie de la septième flotte, avec l'USS Carl Vinson, actuellement au large de



l'Australie, est censée arriver en mer du Japon (mer de l'Est selon l'appellation sud-coréenne) la semaine prochaine. Cette rhétorique belliqueuse tend cependant à ne pas rassurer les Sud-coréens et Japonais, voisins de Pyongyang. Mardi, le Premier ministre nippon, Shinzo Abe, a appelé à privilégier une solution

diplomatique et pacifiste. Et c'est par la Chine que le dialogue peut être établi, comme l'a reconnu M. Trump, mettant sous le boisseau les critiques envers la politique économique de Pékin. «Qu'est-ce que je suis censé faire ? Lancer une guerre commerciale contre la Chine pendant qu'il (le président chinois Xi Jinping) est

en train de travailler sur un problème franchement plus gros, avec la Corée du Nord ?», a expliqué le président dans un entretien diffusé mardi sur la chaîne américaine Fox News.

Un signe d'ouverture pour le chef d'Etat américain qui, il y a quelques jours encore, s'était dit prêt à régler seul la question nucléaire nord-coréenne si Pékin ne parvenait pas à faire rentrer son turbulent allié dans le rang.

Sur le Ronald Reagan, M. Pence a dans le même temps cherché à rassurer les alliés sur la validité des accords de défense mutuelle et sur l'engagement de l'Amérique au côté de la Corée du Sud et du Japon concernant les autres problèmes dans la région. Les alliances sont «inébranlables», a-t-il affirmé, ajoutant, à l'attention implicite de la Chine, que le traité envers Tokyo «couvre tout le territoire administré par le Japon, y compris les îles Senkaku», un petit archipel contrôlé par le Japon mais revendiqué par Pékin sous l'appellation Diaoyu.



Points chauds Radicaux

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que ces derniers jours François Fillon a reçu le soutien d'un parti d'extrême droite, certaines sources affirment qu'il serait prêt à inclure le groupuscule Sens Commun dans un prochain, éventuel, gouvernement. Une décision censée convaincre les électeurs les plus à droite de l'échiquier politique de voter pour lui plutôt que pour Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle. Seulement voilà, ce tournant ultra-droitier ne convient pas à tous et certainement pas cadres gaullistes du parti de droite que Fillon représente dans cette élection. Ainsi, Jean-Pierre Raffarin et Alain Juppé ont donné de la voix ces derniers jours pour dénoncer ses accointances vraisemblablement contraignantes en cas de victoire du candidat de Les Républicains. Selon «Le Canard enchaîné», le maire de Bordeaux a en effet déclaré devant «ses amis» qu'il ne «soutiendra pas un gouvernement dont la ligne serait dictée par Sens commun. C'est simple, je serai dans l'opposition». Cette déclaration fait tache, alors que François Fillon et Alain Juppé devaient se rencontrer pour une «photo de famille» très attendue. Elle va cependant dans le sens des positions défendues par Alain Juppé depuis le début de la campagne présidentielle. Il avait notamment regretté le 6 mars «le noyau des militants et sympathisants LR qui s'est radicalisé». Et l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac n'est pas le seul à exprimer ses réticences. Un autre Premier ministre et une figure de poids au sein des Républicains a également réagi à la polémique. Jean-Pierre Raffarin a assuré hier qu'il ne voulait pas que Sens Commun, mouvement issu de la Manif pour tous, dicte sa ligne au gouvernement si François Fillon était élu président de la République. «Je veille à ce que les principes républicains soient respectés, c'est pour ça que comme Alain Juppé, je ne souhaite pas que Sens Commun dicte sa ligne au gouvernement», a déclaré Raffarin qui avait soutenu le maire de Bordeaux lors des primaires de la droite. «Je souhaite que personne ne dicte une ligne autre que celle du projet de François Fillon pour lequel je vote», a poursuivi l'élus de la Vienne, «pas plus les cathos ou les francs-maçons». «Pour François Fillon, c'est son projet qui dictera la ligne politique de son gouvernement», a-t-il dit. Toutefois, a précisé Raffarin, «je ne veux diaboliser ni Sens Commun, ni les adversaires de Sens Commun». «Je comprends bien qu'il y ait un débat sur cette question, et que ce débat, il est profond, parce que c'est un débat éthique, un débat de conviction. Mais je ne veux pas qu'on diabolise». Fillon avait déclaré cette semaine vouloir former une majorité allant de Sens commun à François Baroin, de «gens très à droite» à Nathalie Kosciusko-Morizet. Ils ont «sous vocation» à «faire partie du gouvernement» s'il était élu président de la République. Une politique un peu fourretout qui pourrait sembler désespérée à des électeurs de droite déçus qui après avoir voté pour «monsieur probité» à la primaire se voient contraints de s'abstenir ou de voter utile pour le candidat de leur parti.

F. M.

Venezuela

«Feu vert» des Etats-Unis à un coup d'Etat

Quelques heures des retrouvailles entre opposants et partisans du président Nicolas Maduro dans les rues de Caracas mercredi, celui-ci a relancé ses accusations de coup d'Etat, visant cette fois spécifiquement les Etats-Unis. «Les Etats-Unis» et notamment «le département d'Etat, ont donné leur feu vert et leur approbation à un processus putschiste effronté en vue d'une intervention au Venezuela», a ainsi affirmé le chef de l'Etat vénézuélien mardi soir, dans son palais de Miraflores, à Caracas, lors d'une réunion diffusée à la radio et à la télévision.

Cette accusation suit la déclaration du porte-parole du Département d'Etat américain, Mark Toner, qui avait adressé une sévère mise en garde aux autorités de Caracas en les appelant à cesser de réprimer les manifestations de l'opposition. En moins de trois semaines, l'actuelle vague de manifestations a fait cinq morts et des dizaines de blessés et l'opposition dénonce la répression des forces de l'ordre, qui ont arrêté plus de 200 personnes.

Dans le même registre, Nicolas Maduro a estimé mardi soir que Julio Borges, le chef du Parlement, dominé depuis 2015 par l'opposition, devrait être poursuivi pour «appel au coup d'Etat»: «Ce que Borges a fait aujourd'hui constitue une violation de la Constitution et, pour ce fait, il doit être poursuivi», a insisté le chef de l'Etat vénézuélien.

En l'occurrence, le président du Parlement vénézuélien a seu-

lement appelé les forces armées mardi à être «loyales» à la Constitution en laissant les opposants défilier pacifiquement. Une référence à la «loyauté inconditionnelle» à Nicolas Maduro proclamée lundi par le chef des armées et ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lopez. Assurant ne pas leur réclamer une «rébellion» ni «un coup d'Etat», M. Borges a demandé aux militaires de «cesser les abus», «le harcèlement» et «la répression».

Pour les antichavistes (du nom de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013), qui ont promis «la mère de toutes les manifestations» cette semaine, il s'agira de la sixième mobilisation depuis début avril, en faveur d'élections anticipées et en défense du Parlement, la seule institution qu'ils contrôlent.

Dans ce pays qui est l'un des plus violents au monde, la précédente série de protestations anti-Maduro, en 2014, s'était soldée par un bilan officiel de 43 morts.

L'opposition a défini 26 points de départ de la manifestation, qui tentera de parvenir jusqu'aux bureaux du Défenseur du peuple, situés dans le centre de Caracas et considérés comme un bastion chaviste.

Les autorités ont déjà prévenu qu'elles ne laisseraient pas les manifestants aller jusqu'à cette zone où aura lieu l'autre défilé, celui des partisans de M. Maduro.

«Tout Caracas sera prise par les forces révolutionnaires (pro-Maduro, NDLR), ne nous chamboulez pas ça», a lancé

Diosdado Cabello, un des dirigeants les plus puissants du parti socialiste au pouvoir, en accusant l'opposition d'encourager la violence dans la rue pour mener un coup d'Etat. Le vice-président du Parlement Freddy Guevara a appelé les opposants à «faire déborder les rues pour dire à Maduro que nous ne permettrons pas une dictature».

Lors des précédentes protestations, ce sont justement les tentatives des forces de l'ordre pour bloquer le passage des manifestants qui avaient dégénéré en violences.

Inquiets, onze pays latino-américains avaient demandé lundi à Caracas de «garantir» le droit de protester pacifiquement, un appel qualifié par le gouvernement vénézuélien d'«ingérence grossière».

Le président de la Colombie voisine, Juan Manuel Santos, avait lui aussi exprimé sa «sérieuse inquiétude», appelant le Venezuela «à la sagesse».

Mais Nicolas Maduro ne semble pas prêt à calmer le jeu: après avoir annoncé le déploiement de militaires en prévision des mobilisations de cette semaine, il a décrété le renforcement des milices civiles, qui compteront 500 000 membres avec «un fusil pour chacun» en vue d'une éventuelle «intervention étrangère». Cette vague de protestations avait démarré le 1^{er} avril après la décision de la Cour suprême, réputée proche de Maduro, de s'arroger les pouvoirs du Parlement, déclenchant un tollé diplomatique qui l'a poussée à faire machine arrière 48 heures plus tard.



Tizi Ouzou

Un mois du patrimoine sous le signe du printemps amazigh

■ Le mois du patrimoine culturel célébré annuellement entre le 18 avril et le 18 mai a été lancé mardi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou sous le signe de la commémoration du 37^e anniversaire du printemps amazigh.



Par Adéla S.

Considérant le patrimoine comme un élément indissociable des efforts de recherche pour le développement de la langue amazigh, la direction de la culture a choisi d'inclure la célébration de ce mois dans les festivités initiées à l'occasion du 37^e anniversaire des événements du 20 avril 1980, a souligné la directrice, Nabila Goumeziane.

Selon elle, le concept patrimoine «ne se limite pas au seul patrimoine matériel, mais comprend aussi le patrimoine immatériel et naturel qui vise à mettre en valeur les arts populaires et les traditions locales. Et c'est dans cette optique que l'ouverture de ce mois entre dans le cadre de la commémoration du 37^e anniversaire du printemps amazigh».

«Cet événement (le printemps berbère) constitue un moment important dans l'histoire contemporaine de l'Algérie et un repère pour notre mémoire collective nationale, d'où notre volonté de le célébrer dans le cadre d'une vue globale qui prendra en compte les différents aspects de

l'identité amazigh, notamment le patrimoine matériel et immatériel», a-t-elle estimé.

C'est dans ce contexte également que la première conférence, programmée à l'occasion de ce mois, a été réservée aux inscriptions et aux stèles libyques découvertes en Algérie. La conférencière, Dahmani Samia, enseignante à l'université Mouloud-Mammeri, a donné le chiffre de 80 stèles libyques découvertes à travers tout le territoire national.

Ces stèles comportent des transcriptions de l'alphabet tifinagh dont le nombre de signes varie entre la vingtaine et la quarantaine selon les régions, a-t-elle indiqué, précisant que les études comparatives entre les stèles découvertes en Algérie et celles retrouvées au Maroc ne révèle pas beaucoup de différence dans le modèle d'inscription ni dans le nombre de signes utilisés.

Elle a révélé, cependant, que la forme donnée de certaines stèles n'a pas pu être expliquée par les archéologues et les anthropologues qui n'arrivent également pas à déchiffrer le message que comportent ces objets et le sens des mots ins-

crits.

Cet héritage demeure malgré cela un dénominateur commun d'un territoire étendu et d'une culture ancestrale partagée par tous les habitants de l'Afrique du Nord depuis des siècles, a-t-elle observé.

La première journée du mois du patrimoine, célébré cette année sous le thème «Le patrimoine culturel, vecteur du développement du territoire» a été marquée également par des expositions sur les richesses patrimoniales nationales et locales animées par les musées du Bardo et des arts traditionnels d'Alger, Cirta de Constantine, ainsi que l'association Sebâa Zbari de Bouzeguène et le centre national des recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques.

Des ateliers sur le patrimoine ont également été organisés au niveau de la bibliothèque d'Azeffoun au profit des enfants de la localité. Durant tout le mois, des expositions, des conférences et des sorties sur les sites archéologiques classés de la wilaya au profit des collégiens et des lycéens seront organisées dans différentes localités, a-t-on appris des orga-

nisateurs.

... Et à Constantine

Le programme de célébration du mois du patrimoine a été lancé mardi au musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles de Constantine, sous le slogan «Le patrimoine culturel vecteur du développement territorial», a-t-on constaté. La cérémonie d'ouverture du mois du patrimoine, organisé par la direction de la culture en coordination avec les associations El Baha et El Bey en plus de la maison d'édition El Yemn, a été présidée par le secrétaire général de la wilaya, Abdelkhalek Sayouda qui a visité les différents stands érigés à cette occasion.

Cette exposition culturelle présente de nombreuses œuvres faisant la part belle au patrimoine de la ville de Constantine notamment «Gaâdet El Beyat», des habits et des gâteaux traditionnels constantinois, des ustensiles de cuisine en cuivre, l'architecture islamique, des arabesques ou encore un vernissage de l'artiste plasticienne Hafiza Bechiri El Annabi.

Selon le consultant culturel auprès du musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles de Constantine, Oussama Boudissa ce rendez-vous annuel enregistre la participation de plus de 40 exposants parmi lesquels des artisans, des plasticiens et des photographes.

M. Boussida a, dans ce contexte, indiqué qu'une exposition photographique au Palais de la culture Mohammed Laid-El Khalifa ainsi que des conférences sur la stratégie du ministère de la Culture pour développer le volet économique du patrimoine ou encore sur le rôle des chouyoukh du malouf dans

la préservation de la mémoire artistique de la ville, figurent au programme de cette manifestation.

La célébration de la «fête de la ville» prévue le 7 mai prochain au centre-ville de Constantine mettra à l'honneur la pratique de la distillation de l'eau de fleurs et donnera lieu à des spectacles folkloriques et équestres.

Le public constantinois sera également convié durant ce mois du patrimoine, à des spectacles de malouf et d'autres genres musicaux ainsi qu'à des sorties aux sites archéologiques et historiques de la ville, selon la même source.

A. S./APS

Rendez-vous culturels

Opéra Boualem Bessaih

Le 28 avril à 19h :

Concert-hommage à la légende du jazz, Duke Ellington, disparu il y a plus de 40 ans.

Musée du Bardo (Alger)

Du 23 avril au 22 mai :

L'exposition «La culture assaillie», organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée national du Bardo, Ezzou'Art Galerie du centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar

Jusqu'au 27 avril :

Exposition «Aux temps des tons d'art» de l'artiste peintre Abbou Abdelkader Dadi.

Galerie des Ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 6 mai :

Exposition-vente «Expressions Croisées» de l'artiste plasticien Yacine Aïdoud.

Galerie d'Arts Asselah

Jusqu'au 27 avril :

Exposition de peinture de l'artiste Fatima Bisker.

Palais Mustapha-Pacha (Basse-Casbah, Alger)

Jusqu'au 28 avril :

Exposition de photographies de l'Espagnol Nicolas Müller (1913-2000) sur le patrimoine ibérique.

Salle d'exposition du siège de l'APC d'Oran

Jusqu'au 23 avril :

Exposition photographique dédiée à Miguel de Cervantès (1547-1616) dans le sillage du 4^e centenaire de la mort de l'auteur de Don Quichotte.

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (El-Biar, Alger)

Jusqu'au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar.

Galerie d'Art Sirtus (Téléme, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

F. T.

Batna

Relance des travaux au site archéologique «Tobna»

Une équipe spécialisée de l'Institut d'archéologie de l'université Alger 2, dirigée par le professeur Mohamed El Mostefa Filah, a repris récemment les travaux au site archéologique «Tobna» de la daïra de Barika (Batna), a-t-on appris mardi du directeur de la culture, Amor Kabour. Cette équipe procédera, du 15 au 28 avril, à l'opération du levé topographique et à photographier les repères apparents de la cité antique Tobna, a expliqué le même responsable qui a affirmé que cette cité renferme plusieurs sites ensevelis sous terre, selon plusieurs sources historiques.

Ces spécialistes archéologiques ont effectué, du 5 au 9 février passé, une opéra-

tion d'identification du site dans le cadre d'un projet scientifique approuvé par le ministère de la Culture, représenté par l'Office national de l'exploitation des biens culturels protégés (OGEB), a-t-on rappelé, ajoutant que l'exécution de cette opération a été confiée au Laboratoire national d'archéologie de l'université Alger 2, en coordination avec la direction de la culture de la wilaya de Batna.

L'objectif de ces travaux est la revalorisation du site Tobna, a indiqué la même source qui a souligné que ces opérations qui s'effectueront sur plusieurs étapes et par priorité, seront suivies de fouilles archéologiques.

«C'est le premier projet scientifique de longue durée, enregistré au profit de la cité

Tobna jusqu'à présent», a affirmé M. Kabour, qui a assuré que ce site a connu, durant les années quatre-vingt, «plusieurs initiatives personnelles non organisées» de fouilles archéologiques. La cité antique Tobna, située sur les frontières administratives des communes de Bitam et de Barika (Batna), puise sa célébrité de son trésor archéologique remontant à l'époque romaine et à l'ère islamique, a-t-on signalé. Plusieurs sources bibliographiques indiquent que cette cité historique fut bâtie à la fin du deuxième siècle, a-t-on noté, ajoutant qu'elle a été classée en 1950 puis enregistrée en 1968 dans la liste du patrimoine national.



Coup-franc direct

Ghrib, l'anti-responsable !

Par Mahfoud M.

Le président du Mouloudia d'Alger, Omar Ghrib, fait encore des siennes avec ses dernières déclarations à l'encontre de certains dirigeants et même d'anciens patrons du Doyen qui ont écrit leurs noms en lettres d'or. Ghrib serait-il devenu à ce point paranoïaque ? S'attaquer à une personne intègre comme Drif qu'il tente de discréditer jusqu'à dire qu'il n'est pas l'artisan du triplé en 1976 nous amène à penser qu'il ne sait plus ce qu'il fait. Est-il devenu amnésique ? En effet, il faut penser que ce responsable ne sait plus ce qu'il fait ni ce qu'il dit. Il tient absolument à se mettre sur le dos tout le monde et continuer son œuvre de dénigrement contre tous ceux qui ont fait l'histoire du Doyen. A croire qu'il n'y a que Ghrib qui a marqué de son empreinte ce prestigieux club de l'Algérois et de l'Algérie, vu qu'il s'agit du premier club musulman de l'histoire de l'Algérie, créé pendant la colonisation française pour contrecarrer l'ennemi et montrer l'identité algérienne de ce peuple qu'on qualifiait d'indigène. Ghrib est devenu l'exemple de cet anti-responsable qui n'a aucun respect ni pour les anciens, ni les nouveaux d'ailleurs. Pour lui, seule sa manière de gérer le club devrait être relatée, même si pour certains elle laisse à désirer.

M. M.

Ligue 2 Mobilis

Benaziza (JSMS) suspendu pour trois matchs

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a infligé trois matchs de suspension ferme au joueur de la catégorie «réserve» de la JSM Skikda, Ahmed Benaziza, pour avoir agressé un joueur lors de la 26^e journée de Ligue 2 Mobilis, au moment où son homologues de la JSM Béjaïa, Jugurta Mahmoudi, n'a écopé que d'un seul match, pour avoir agressé un arbitre lors de la même rencontre. La commission de discipline de la LFP a infligé «trois matchs de suspension ferme au joueur de la JSM Skikda, Ahmed Benaziza, pour avoir agressé un adversaire lors de la 26^e journée du championnat contre la JSM Béjaïa», a indiqué la LFP dans un communi-

qué publié lundi soir sur son site officiel. Outre cette sanction de trois matchs ferme, «effective à partir du 17 avril courant», la LFP a infligé à Benaziza «une amende de 30 000 DA». L'instance a indiqué par ailleurs que le joueur de la JSM Béjaïa, Jugurta Mahmoudi, a été suspendu «un match ferme, à compter du 17 avril courant, pour avoir agressé un arbitre» lors du match qui a opposé son équipe à la JSM Skikda, ajoutant qu'il devra s'acquitter aussi d'une «amende de 80 000 DA». Le match JSMB - JSMS a été disputé le 24 mars dernier, pour le compte de la 26^e journée du championnat de Ligue Mobilis de football (catégorie réserve).

Coupe d'Algérie de natation

Plus de 200 athlètes attendus les 21 et 22 avril à la piscine Hacène-Khitmane

LA COUPE d'Algérie de natation (Filles-Garçons) aura lieu les 21 et 22 avril à la piscine Hacène-Khitmane de Sonatrach (Alger) avec la participation de plus de 200 athlètes, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de natation (FAN). Cette compétition est ouverte aux 24 premiers clubs selon le classement des Inter-clubs de la saison en cours et se déroulera en trois séances. La première séance prévue le 21 avril à 9h00 du matin,

verra la programmation de huit courses, la seconde sept courses et la troisième et dernière séance huit courses. Cette édition de Coupe d'Algérie de natation verra la participation de 208 athlètes (Filles/Garçons) issus des clubs d'Alger, Boumerdès, Tlemcen, Bejaïa, Oran, Jijel, Tipaza et Sétif, précise la même source. Des coupes seront remises aux clubs dames et messieurs qui totalisent le plus grand nombre de points au classement par sexe.

Assemblée générale du COA

Kelfat (presse) et docteur Boukhebouz (médecin) pour compléter la composante de l'AG

LE JOURNALISTE de l'APS Abdelkader Kelfat et le docteur Walid Boukhebouz de la Fédération algérienne des luttes associées ont été élus, respectivement, représentant de la presse sportive nationale et des médecins exerçant dans les Fédérations sportives algériennes, au sein de l'Assemblée générale du Comité olympique et sportif algérien (COA), lors des élections organisées mardi au siège de l'instance olympique. Kelfat a récolté 36 voix contre 8 voix pour Brahim Djatout (El Fadjar) et 8 voix pour Abderezak Saghouani (Planète sport). Pour les médecins exerçant dans les Fédérations sportives algériennes, Docteur Boukhebouz a

récolté 8 voix devant Sabrina Helamiya (Fédération d'escrime) avec 2 voix et Reda Smati (Fédération de tennis) avec une seule voix. Cette opération intervient une semaine après l'élection des représentants des athlètes algériens au sein du (COA), à savoir Mohamed Fliissi (boxe), Rabah Abboud (athlétisme), Amina Bettiche (athlétisme) et Katia Belabbès (voile). Les personnes élues feront partie de l'AG du COA durant le mandat olympique 2017-2020 et seront habilitées à voter lors de l'Assemblée générale électorale (AGE) prévue 15 jours après la tenue de l'AG ordinaire qui se déroulera le samedi 29 avril à Bab Ezzouar (Alger).

Equipe nationale Ould Ali réfute la mésentente avec Zetchi

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, lors de sa dernière visite à Béjaïa, a réfuté implicitement la mésentente que certains auraient évoquée avec le président de la FAF, Kheiredine Zetchi, sur le dossier de la sélection nationale.

Par Mahfoud M.

En effet, certains avaient laissé entendre que ce dernier (le ministre) n'était pas sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la désignation de l'Espagnol Alcaraz comme nouveau sélectionneur national, en remplacement du Belge Leekens limogé par la FAF à la fin de la CAN 2017 après la sortie sans gloire au premier tour de cette édition qui s'était déroulée au Gabon. Ainsi, il a été évoqué que le ministre aurait souhaité que la fédération opte pour un technicien plus reconnu. Ould Ali a, de ce fait, apporté un démenti, déclarant que la désignation du sélectionneur était du ressort de la FAF et qu'on ne pouvait pas remettre en cause le choix d'Alcaraz. Pour lui, «le nouvel entraîneur a été choisi par la fédération et il faut respecter ce choix». Toutefois, le ministre indiquera que le nouveau sélectionneur est tenu par l'obligation de résultat, ce qui est un raisonnement tout à fait logique, étant donné que tout entraîneur se doit de signer un contrat-pro-



PH. > D. R.

Ould Ali demande à laisser travailler le nouveau sélectionneur

gramme et avoir des objectifs clairs à la signature du document qui le lie à la fédération. Le premier responsable du secteur de la Jeunesse et des Sports indiquera également que le peuple attend la relance de la sélection nationale qui avait déçu lors de la dernière CAN et que tout le monde souhaite voir les Verts au plus haut niveau. «C'est une

attente nationale. On doit nourrir de l'espoir et être optimiste, on doit le laisser travailler pour qu'il puisse être à la hauteur des attentes. On est là pour les accompagner et notamment veiller à ce que tout aille bien», dira le ministre, avouant que la FAF a les moyens qu'il faut pour payer le nouveau sélectionneur.

M. M.

Turquie

Nabil Ghilas intéresse Bursaspor

L'attaquant international algérien de Gaziantepspor (Div.1 turque de football), Nabil Ghilas, constitue une priorité pour l'autre formation turque de Bursaspor en vue d'un éventuel recrutement l'été prochain, rapporte mardi la presse locale. Le joueur âgé de 27 ans, arrivé à Gaziantep en septembre 2016, n'a pas tardé à se mettre en évidence en inscrivant 8 buts depuis le début de la saison.

Gaziantep se trouve en mauvaise posture en championnat turc en occupant la 17^e et avant-dernière place au classement de «Super Lig» avec 22 points, à l'issue de la 27^e journée. Ghilas s'était engagé avec le club turc pour un prêt d'une saison avec option d'achat en provenance du FC Porto (Div.1 portugaise). Il avait porté les couleurs de Cordoue et Levante (Liga espagnole) au cours des deux précé-

dents exercices, également à titre de prêt. L'attaquant algérien a également été convoqué en sélection nationale en 2013. Il a même participé avec les Verts au Mondial-2014 au Brésil. Le joueur est néanmoins sorti des plans du staff technique national depuis novembre 2014, date de sa dernière apparition sous le maillot algérien.

Montpellier

15 millions d'euros pour la libération de Boudebouz

La direction de Montpellier (Ligue 1 française de football) a fixé la clause libératoire du milieu international algérien Ryad Boudebouz à plus de 15 millions d'euros, a annoncé mardi le site du magazine sportif France Football. Après deux saisons passées au club présidé par Louis Nicollin, Boudebouz

veut connaître d'autres sensations en rejoignant un club plus ambitieux. L'ancien sochalien, qui a d'ailleurs un bon de sortie pour cet été, a disputé 28 matchs en Ligue 1, tous comme titulaire. Il a marqué à 11 reprises et a délivré 8 passes décisives, ce qui fait de sa saison 2016-2017 la meilleure de

sa carrière. Boudebouz, dont le contrat avec le club de l'Hérault court encore jusqu'en 2019, n'avait pas pris part à la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon en raison d'une blessure au genou.

Coupe d'Algérie de handball (dames)

Trois forfaits pour les quarts de finale

Les clubs du NRF Constantine, HC Mila et ASFAK Constantine ont déclaré forfait pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de handball, seniors dames, prévus vendredi prochain, a annoncé mardi la Fédération algérienne

de la discipline (FAHB). Suite à ces trois forfaits, le CHB Bachdjarah, le HBC El-Biar et le HNB Saida sont directement qualifiés pour les demi-finales de la compétition. Il reste donc un seul quart de finale à disputer entre le GS Pétroliers et le CF

Boumerdès, vendredi à Bou Ismail (Tipaza) à partir de 16h30. Les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie féminine avaient également été marqués par les forfaits de trois clubs, à savoir le FS Constantine, le CR Didouche Mourad et la JS Awzellaquen.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Trois narcotrafiquants interceptés à Tlemcen et Oran

Saisie de plus de deux quintaux de kif traité

TROIS narcotrafiquants ont été interceptés mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-côtes, qui ont également saisi deux quintaux et 34 kg de kif traité, indique mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de

l'Armée nationale populaire, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-côtes ont intercepté, le 18 avril 2017, dans des opérations distinctes, menées à Tlemcen et Oran, trois narcotrafiquants et saisi une importante quantité de kif traité s'élevant à deux quintaux et kilogrammes», précise la même source.

Slim O.

Université Bab Ezzouar

«Inscriptions et transferts se font sur une plateforme numérique»

LE RECTEUR de l'Université des sciences et de la Technologie Houari-Boumediène (USTHB), Mohamed Saïdi a affirmé mercredi à Alger qu'«actuellement toutes les opérations d'inscription, de transfert et orientation se font sur une plateforme numérique». S'exprimant lors d'une conférence de presse à l'occasion de la célébration du 43^e anniversaire de la création de l'USTHB, M. Saïdi a fait savoir que le logiciel national «Progress» est actuellement utilisé au niveau de l'université, affirmant que dans un futur proche son utilisation s'étendra au système d'évaluation des étudiants en licence d'abord, et en Master ensuite. «Tout le travail documentaire à savoir mise en œuvre de convention, des projets, contrats de recherche, séminaires... etc, se fait via le numérique avec économie de temps et de déplacement», a-t-il expliqué. Pour assurer l'efficacité et la durabilité du logiciel en question, M. Saïdi a fait savoir que l'université a déjà commencé à mettre en place un investissement important citant entre autres l'acquisition d'équipements en matériel informatique et des TIC (mise en place de réseaux, serveurs, câbles de fibre optique, antennes wifi) ainsi que la mise en place d'un staff de ressources humaines formé sur l'utilisation des moyens techniques numériques. Dressant le bilan de la rentrée 2016-2017, M. Saïdi a relevé la forte pression des effectifs à laquelle a fait face l'USTHB, enregistrant un nombre record de 8 600 nouveaux bacheliers inscrits pour l'année universitaire 2016-2017. En tout, l'USTHB compte un nombre global de 42 000 inscrits encadrés par 1 926 enseignants. Pour ce qui est du nombre de diplômés sortant pour l'année 2015-2016, il s'élève à 8 224 en Licence et 3 684 en Master. Concernant l'ouverture des places pédagogiques aux étrangers notamment les Africains, M. Saïdi a fait savoir que l'USTHB a accueilli cette année 300 étudiants africains.

S'agissant des activités retenues pour célébrer ce 43^e anniversaire, l'USTHB organise du 23 au 27 du mois en cours des activités culturelles, sportives, scientifiques et pédagogiques auxquelles participeront les étudiants et associations étudiantes. A cette occasion, 43 enseignants nouvellement promus aux grades de professeurs ainsi que 56 autres promus au grade de maître de conférences seront honorés, selon M. Saïdi.

Hatem K.

Projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel à Tizi Ouzou

Une centaine d'entreprises réclame 300 milliards à Sonelgaz



DES REPRÉSENTANTS de près d'une centaine d'entreprises ayant réalisé des projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel à travers la wilaya de Tizi Ouzou ont observé, hier, un rassemblement devant le siège de Sonelgaz au niveau du chef-lieu de wilaya pour réclamer leur dû estimé à plus de 300 milliards de centimes. Ils étaient des dizaines à assister à cette nouvelle action de protestation de la part de ces entreprises menacées de déposer les clés sous le paillason si on ne vient à leur débloquent leur dû. Certains des protestataires affirment n'avoir pas pu verser les salaires à leurs employés depuis plusieurs mois. D'autres ont soutenu avoir cessé

leurs activités depuis la fin de l'année écoulée pour les mêmes raisons. Mieux encore certains de ces opérateurs font l'objet de poursuites judiciaires engagées par leurs fournisseurs pour n'avoir pas pu régler leurs situations financières envers ces mêmes fournisseurs. A noter qu'une délégation des protestataires a été reçue par le directeur de la société de distribution centre de Tizi Ouzou et ses collaborateurs pour leur rappeler que des procédures de règlement de leurs situations pendantes ont été faites à son niveau en attendant la mise à disposition des budgets alloués à ces opérations. Comme ils ont été reçus à la wilaya. Hamid M.

Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Djalou@hotmail.com

Lucas Alcazar, sélectionneur national

«L'Algérie, plus grand défi de ma carrière»

Le tout nouveau sélectionneur national, l'Espagnol Lucas Alcazar, a tenu hier sa première conférence de presse depuis son installation par la FAF à la tête des Verts, au centre des équipes nationales de Sidi Moussa.

Par Mahfoud M.

D'emblée, Alcazar révélera qu'il avait signé un contrat de deux ans avec la Fédération mais qu'il souhaitait rester le plus longtemps possible à la tête de la sélection nationale. Voulant à tout prix apporter une précision de taille, Alcazar déclarera qu'il n'avait pas été contacté avant

son limogeage de Grenades mais après. Il avouera aussi avoir été surpris lors de la réunion qu'il avait eue avec le président de la FAF, Zetchi, qui connaissait en fait tout sur lui. Répondant à une question sur ses appréhensions quant à sa nouvelle mission, lui qui s'était contenté de diriger jusque-là que des clubs et n'avait jamais pris en main une sélection auparavant, le technicien espagnol dira qu'il n'a pas peur de ce challenge. «Avant d'entraîner en Liga je n'avais pas entraîné en clubs non plus. Je n'ai jamais dirigé de sélection mais je n'ai pas peur», a-t-il affirmé. Il reconnaîtra que les Algériens sont passionnés de football et qu'il est au courant qu'il y a une tradition de football dans ce pays. Il avouera aussi que l'Algérie est le plus grand défi de sa carrière. Pour ce qui est des objectifs qui lui ont été assignés, il dira qu'il lui a été demandé de se qualifier à la phase finale de la CAN 2019 et de tenter ensuite de se qualifier en demi-finales de cette compétition qui se déroulera en Côte d'Ivoire. «La situation de l'Algérie est mauvaise mais je promets que l'équipe se battra à chaque match», dira le patron des Verts qui déclarera que chaque football a ses spécificités mais qu'il apportera sa touche, tout en essayant d'apprendre plus sur la manière de jouer des joueurs algériens. Il dira que ce sont généralement les joueurs qui font l'équipe et non l'inverse et



qu'il était de son devoir de voir à l'œuvre tous les joueurs algériens où ils évoluent, précisant que le choix se fera selon la forme du moment. En revenant sur les objectifs de la sélection pour le moment, il dira que l'équipe va se donner à fond lors des éliminatoires du Mondial même s'il reconnaît que ce sera très compliqué. Il avouera aussi qu'il analysera les besoins de l'équipe nationale avant de prendre une décision sur les joueurs qu'il devra convoquer, et que le joueur qui ne joue pas en club n'est pas vraiment la meilleure option pour la sélection. Répliquant à une question sur la manière dont il devra communiquer, il dira qu'il tentera d'apprendre l'arabe, mais qu'il ne promettrait rien. Appelé à se prononcer sur sa relation avec Brahimi qu'il a eu déjà à coacher à Grenades, il avouera que celui-ci fait partie des meilleurs joueurs qu'il a eu à entraîner. Enfin, et pour ce qui est de son staff et en plus de ses adjoints espagnols, il dira qu'il attend la désignation d'un autre assistant algérien et d'un entraîneur des gardiens.

M. M.